

17 Sociétés d'assurance

En 2017, la production de services des **sociétés d'assurance** augmente de 0,7 % en valeur après une baisse de 4,2 % en 2016. La hausse est principalement portée par les « autres activités » (+ 8,1%) et, en second lieu, par la production d'assurance-vie qui augmente de 2,8 %. À l'inverse, la production d'assurance-dommages est en retrait à - 2,2 %.

L'assurance-vie est toujours un placement attractif en 2017 malgré des taux d'intérêts historiquement bas. La collecte nette reste positive à hauteur de 7,2 milliards d'euros, en baisse de 9,9 milliards d'euros par rapport à 2016. Ce ralentissement s'explique intégralement par la collecte nette en supports euros qui devient négative pour la première fois depuis 2012 à - 12,8 milliards, en lien avec la lente décline des taux de rendements (1,8 % en 2017 après 1,9 % en 2016). Les supports euros restent néanmoins plus rémunérateurs que d'autres produits d'épargne classiques (PEL à 1 %, Livret A à 0,75 %). La baisse en supports euros est plus que compensée par le dynamisme de la collecte nette en supports unités de compte qui atteint + 20,0 milliards d'euros en 2017 en lien avec la hausse des taux de rendements passant de 3,9 % à 5 %. Finalement, la production d'assurance-vie augmenterait de + 0,4 milliard d'euros.

En 2017, selon la Fédération française de l'assurance, la hausse des cotisations d'assurance de biens et de responsabilité reste limitée (+ 2,3%). En effet, dans le contexte de

la loi Hamon entrée en vigueur en 2015 qui facilite les résiliations des contrats d'assurance, les assureurs préfèrent ne pas trop augmenter leurs prix afin de conserver leurs clients. La production d'assurance-dommages serait ainsi en baisse à - 2,2 %. En ce qui concerne les charges de prestations, elles augmentent sensiblement (+ 4,4 %) en raison notamment des aléas climatiques de l'année 2017 (inondations, ouragan Irma, etc.) : + 11,9 % pour l'assurance habitation et + 13 % pour les risques de catastrophes naturelles.

En 2017, les consommations intermédiaires des sociétés d'assurance, pour l'essentiel des commissions de courtage et de réassurance, augmentent de 2,7 %. La valeur ajoutée des sociétés d'assurance diminue ainsi de 1 milliard d'euros. Les salaires et cotisations versés progressent de 2,8 %.

Les revenus de la propriété perçus par les assureurs (intérêts, revenus tirés des fonds d'investissement et dividendes) diminuent fortement en 2017 : - 3,2 milliards d'euros. La baisse est principalement imputable aux intérêts reçus (- 3,4 milliards d'euros), qui proviennent pour l'essentiel d'obligations souveraines. Les revenus de la propriété attribués aux assurés augmentent, pour leur part, de 4,5 milliards d'euros.

En définitive, le secteur de l'assurance creuse son besoin de financement de 8,1 milliards d'euros. Il s'élève désormais à - 8,3 milliards d'euros en 2017. ■

Définitions

Secteur des sociétés d'assurance : regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques (décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues (voir *annexe Glossaire*).

1. Compte non financier des sociétés d'assurance

		2012	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution 2017/2016 (en %)
		(en milliards d'euros)						
Production	a	60,7	62,2	64,3	68,5	65,7	66,1	0,7
Assurance-vie	a1	16,2	17,3	16,3	18,6	16,4	16,8	2,8
Assurance dommages	a2	31,7	34,1	34,3	34,7	35,1	34,4	-2,2
Réassurance	a3	6,3	4,5	7,2	7,8	7,0	7,2	2,2
Autres activités (logement, auxiliaires financiers, informatique)	a4	6,5	6,2	6,6	7,5	7,2	7,8	8,1
Consommation intermédiaire	b	46,1	46,6	50,1	52,8	53,8	55,2	2,7
Valeur ajoutée brute	c = a - b	14,7	15,6	14,2	15,8	11,9	10,9	-8,6
Salaires et cotisations sociales (y compris imputées)	d1	9,7	9,5	9,7	10,0	10,1	10,4	2,8
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation	d2	1,2	1,4	1,2	1,2	1,4	1,1	-20,8
Excédent brut d'exploitation	e = c - d1 - d2	3,8	1,2	3,2	4,5	0,4	-0,6	///
Intérêts reçus	f	44,2	47,7	47,6	48,0	42,5	39,1	-8,0
Dividendes reçus	g	3,5	4,0	4,5	4,0	3,6	3,5	-3,2
Revenus de la propriété attribués aux assurés reçus	h	2,7	3,0	3,5	3,5	2,9	3,2	9,6
Revenus attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissements reçus	i	8,7	9,0	9,3	9,8	9,5	9,9	4,5
Intérêts versés	j	3,1	2,7	2,7	2,8	2,3	2,2	-4,8
Dividendes versés	k	5,0	6,2	7,1	5,2	5,5	5,3	-3,3
Revenus de la propriété attribués aux assurés versés	l	49,1	51,5	50,1	48,8	43,3	47,8	10,5
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets)	m	0,7	-0,2	0,3	0,0	0,2	0,2	-18,9
Solde des revenus primaires	n	6,6	7,7	8,3	13,0	8,1	-0,1	///
Impôts courants	o	3,5	4,3	4,8	5,6	3,9	4,5	14,8
Cotisations et prestations d'assurance sociale privée	p	28,6	29,7	31,6	31,7	32,1	32,6	1,3
Primes nettes de services d'assurance dommages (affaires directes)	q	41,5	42,1	42,4	42,6	43,3	45,0	4,0
Indemnités d'assurance dommages (affaires directes)	r	41,8	42,7	42,9	42,0	43,4	45,3	4,4
Formation brute de capital fixe	s	2,3	1,8	2,6	2,4	2,8	3,2	14,8
Capacité/besoin de financement	t	-0,3	-0,7	-0,4	4,6	-0,2	-8,3	///
Ratios (en %)								
Taux de valeur ajoutée	c/a	24,2	25,1	22,0	23,0	18,1	16,5	///
Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute	d1/c	65,9	61,3	68,5	63,4	84,9	95,4	///

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.